

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 14 octobre 2024

Il y a plein de bonnes nouvelles dans cette causerie, à petites doses, c'est mieux que rien ou le contraire. Ne cherchez pas des annonces extraordinaires, il n'y en a pas, elles correspondent aux importantes failles que comportent la stratégie totalitaire que les maîtres du monde voudraient imposer à tous les Etats de la planète, qui sont dues à leur incapacité à prévoir et à contrôler les conséquences sociales de la crise rampante du capitalisme. Bref, la lutte de classe des exploités, la résistance, la révolte des peuples opprimés, constituent leur principale menace et préoccupation politique, comme on les comprend !

De nombreux chefs d'Etat contestent de plus en plus cette stratégie, ils manifestent ouvertement leur opposition et appellent à y résister, car expliquent-ils, elle présente plus d'inconvénients que d'avantages pour le développement économique de leurs pays et pour répondre aux besoins sociaux croissant de leurs populations au profit des Etats-Unis et des pays de l'UE, ce qui pour eux est devenu inacceptable.

Il s'agit là d'une résistance en bande organisée autour de la Chine et de ses partenaires, dont la Russie. L'effet de la boîte de Pandore ou même plus peur, certains s'enhardissent, on devrait les encourager à affronter les Etats-Unis et ses vassaux européens.

Dans d'autres cas, en particulier pour l'Allemagne, mais aussi pour la France, soutenir aveuglément les Etats-Unis (et sa colonie moyen-orientale, Israël) pourrait les amener à se mettre à dos des partenaires économiques dont ils ne peuvent pas se passer, les monarchies du Golfe, par exemple.

D'autres Etats comme la Serbie, la Slovaquie, la Hongrie ou la Turquie se radicalisent également face aux Etats-Unis et à l'UE, parce qu'ils sont confrontés aux mêmes difficultés économiques et sociales... En réalité, dans des proportions diverses, elles constituent de véritables défis, et ces gouvernements considèrent que c'est leur priorité de les affronter dans les meilleures conditions, sans se soucier des intérêts de telle ou telle puissance qui réclame qu'ils bradent les leurs, car ils ne tiennent pas à ce que leurs difficultés économiques dégénèrent en une grave crise politique.

On assiste donc à un changement de ton, à une modification d'alliances entre Etats un peu partout, au détriment des Américains et des Européens dont l'influence diminue de jour en jour. Leur modèle de société « *démocratique* » basée sur leur hégémonie économique et militaire, à coups de chantages ou menaces, n'impressionne plus personne, il a fini de les faire rêver, ce qui annonce à terme d'importants bouleversements à l'échelle mondiale, qui n'en doutons pas alimenteront la lutte des classes.

Ils ne peuvent pas gouverner indéfiniment des peuples en recourant à un régime de terreur ou une dictature, tous ces régimes finissent par s'effondrer ou il arrive toujours un moment où les peuples se soulèvent et les renversent.

La question qui leur est posée dorénavant ou la tâche qu'ils doivent accomplir, je parle des peuples exploités et opprimés, consiste à aller cette fois jusqu'au bout, et non de se contenter de réformes sociales à la marge ou de replâtrer des Etats antidémocratiques subordonnés au capitalisme, c'est-à-dire, ils doivent liquider ses institutions et s'attaquer aux fondements du capitalisme, engager sans attendre le processus de son abolition, qui se soldera à terme par la disparition des classes sociales sur lesquelles reposaient le système d'exploitation et d'oppression à l'origine des guerres.

Vous aurez remarqué que je consacre davantage de temps à vous informer, plutôt qu'à exposer mes idées ou essayer de vous convaincre de quoi que ce soit. Bien que le blog ait une orientation politique facilement reconnaissable, socialiste, à aucun moment je ne chercherai à l'imposer.

Si chacun demeure libre d'adopter les idées ou convictions qui lui conviennent et de les défendre, c'est également mon droit, à condition toutefois de le faire sincèrement ou honnêtement. Et quant à ceux que mes idées incommode, ils peuvent toujours aller voir ailleurs, on ne les retient pas, ils perdraient leur temps ici.

J'essaie de partager des idées et non de les imposer à quiconque. Je pars du principe qu'on ne peut progresser et acquérir un esprit critique aiguisé qu'en pensant librement, et non sous la contrainte, même déguisée, car ce serait contre-productif.

Partant du principe qu'on est censé partager les mêmes intentions, objectifs ou le même idéal humaniste d'émancipation de l'exploitation et de liberté, la même cause, on essaie de tout faire pour avancer dans cette voie. Mais elle est parsemée de nombreux obstacles destinés à freiner notre progression, qui seront autant d'écueils pour nous inviter à y renoncer, si on n'a pas la force de caractère ou la détermination suffisante, la chance aussi parfois, pour les identifier, les combattre et finalement les balayer.

Qu'on soit envahi par le doute ou le pessimisme, qu'on soit découragé, démoralisé, désespéré, dépressif, c'est humain ou somme toute naturel dans certaines circonstances, quand tout semble nous accabler, quand tout espoir semble illusoire, on en vient à perdre confiance en soi et dans les autres, on est prêt à renier nos convictions et nos connaissances les plus solidement établies, on perd tout repère, on est perdu, on ne sait plus où on en est, on devient extrêmement vulnérable, et c'est là qu'on est prêt à croire n'importe quoi, à perdre tout esprit critique, tout sens de la mesure, de la nuance, toute logique, alors comment faire pour ne pas en arriver à cette extrémité-là particulièrement dangereuse ?

Il suffit de se dire, que quoi qu'il se produise ou quoi qu'il puisse arriver dans le monde, notre cause demeurera toujours légitime, et elle n'a pas besoin de justificatif, de certificat de bonne conduite ou de moralité, car nous savons qu'elle correspond à l'idéal humaniste le plus élevé, le plus vertueux qu'il soit donné aux hommes de concevoir ou imaginer, et d'atteindre car il est à leur portée, pour enfin vivre délivré du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme, de toute forme de servitude ou d'oppression humaine, épanoui, en paix, libre quoi !

Ca, personne ne pourra nous l'ôter de la tête, même tranchée notre idéal continuerait d'exister et de bouger, parce que c'est dans la nature de l'homme de vouloir se libérer des contingences de sa condition, de tendre vers la liberté, d'élever son niveau de conscience toujours plus haut, ce qu'il ne pourrait pas réaliser sans s'en donner les moyens matériels, donc se développer sur le plan économique.

Vaut mieux prendre en mains son destin, plutôt que de se prendre la tête entre les mains, surtout si elle a été coupée, non ?

Une réflexion après avoir visionné des documentaires sur plusieurs pays du tiers ou du quart monde.

Quand on voit l'état des routes dans un grand nombre de pays en Afrique, en RDC ou au Niger par exemple, en Asie également, Chine ou Inde, en Amérique du Sud, en Bolivie par exemple, d'ailleurs c'est bien simple, elles ont totalement disparu, ce ne sont plus que des champs de boue impraticables où même des 4x4 très puissants s'embourbent ou se renversent, et pas seulement les routes secondaires qui relient des villages, y compris les routes principales qui relient le nord au sud de ces pays-là, alors qu'elles sont primordiales pour transporter la population et l'approvisionner en marchandises de toute sorte, y compris les denrées alimentaires de première nécessité, parce qu'il n'existe pratiquement pas d'autres moyens de transport, leur réseau ferré date généralement de la colonisation.

Le développement du réseau routier est indispensable au développement économique de tous les pays, comme les autres infrastructures telles les écoles, universités, hôpitaux, l'électrification et l'accès à l'eau potable, etc. c'est là qu'on s'aperçoit qu'en en privant ces peuples, c'est délibérément que les puissances dominantes avec leurs multinationales qui exploitent leurs richesses, maintiennent ces pays dans le sous-développement et vouent leurs peuples à des conditions d'existence misérables, cauchemardesque.

Lu.

En conclusion, la climatologie est une science multidisciplinaire complexe qui n'est pas entièrement aboutie et qui reste soumise à des paramètres multiples incomplètement identifiés et mal maîtrisés (non inventoriés ici). Deux tendances viennent perturber une démarche scientifique authentique. En premier; la mainmise d'idéologues peu scientifiques, partisans d'une doctrine anticapitaliste, qui exploitent les incertitudes pour manipuler les masses avec une propagande alarmiste catastrophiste. En second; la prise de position, non moins fanatique que la première, par des négationnistes à la science insuffisante qui contestent des phénomènes physiques pourtant bien réels. Entre les deux, quelques honnêtes chercheurs, à l'audience faible, constatent que la situation évolutive du climat est réelle mais modérée, en rien catastrophique, ayant quelques inconvénients et parfois même sous certains angles quelques avantages, mais une situation évolutive qui ne justifie pas l'hystérie climatique, économique, politique à l'œuvre, notamment en Occident.

J-C - Quand on est « *anticapitaliste* », qu'on combat la « *propagande alarmiste catastrophiste des négationnistes* » qui consiste à « *manipuler les masses* », et qu'on prend en considération « *la situation évolutive du climat* » qui n'a « *rien (de) catastrophique* » et présente même « *quelques avantages* », vous aurez compris qu'on se met à dos tous les courants politiques, parce qu'on a pour seule boussole les « *phénomènes physiques pourtant bien réels* », bref, les faits, la réalité qui a valeur de vérité.

Cela correspond parfaitement aux principes que je revendique, ainsi que le courant politique que j'incarne avec ce blog, que malheureusement personne n'envisage de rejoindre pour le développer,

ce qui en dit davantage que de longs discours sur les intentions qui animent les uns et les autres, qui n'ont rien à voir avec nos intérêts collectifs.

Made in USA. La stratégie du pouvoir et de la terreur, et le culte de la violence et de la guerre, vont très bien ensemble.

J-C - Comment après cela, voulez-vous que les Américains ne soient pas mentalement déséquilibrés ? Pas tous, les autres ou la majorité sera terrorisée et profondément marquée ou déstabilisé psychologiquement par tant de cruauté.

« *Terrifier 3* » vampirise les salles de cinéma aux Etats-Unis - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Vision d'horreur. *Terrifier 3*, produit par les studios indépendants Cineverse et Icon Events, a engrangé 18,2 millions de dollars (16,63 millions d'euros) entre samedi et dimanche au Canada et aux Etats-Unis. Un début qualifié d'« *exceptionnel* » pour le troisième film d'une franchise de ce genre par Franchise Entertainment Research.

Ce film qui multiplie les scènes de meurtre violentes a été interdit aux moins de 18 ans en France - une décision rare - où il connaît aussi un grand succès dans les salles. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Mais où est passé le mouvement ouvrier ?

J-C – Réponse : Dans le camp de la réaction, alors quand a bien faire, autant voter pour des partis qui l'assume ouvertement, officiellement de droite, et si cela ne suffit pas, d'extrême droite.

Ne vous en faites pas, ce n'est pas bien grave, nos dirigeants s'en contrefoutent, la preuve ils ne sont pas été en mesure de nous fournir une explication cohérente ou sérieuse pour justifier cette avancée manifeste de l'extrême droite dans toute l'Europe, en dehors des analyses foireuses et démagogiques qu'ils n'ont eu de cesse de nous servir pendant plus d'un demi-siècle et qui ont conduit à la situation actuelle.

Ils ont soutenu les partis corrompus du mouvement ouvrier qui servaient de marchepied à l'extrême droite et qui l'ont manipulée, alors comment voudriez-vous qu'il en soit autrement ?

Belgique : Pour la première fois une ville du pays va être gérée par l'extrême droite - 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Ninove située à l'ouest de Bruxelles, va être la première commune de Belgique gérée par l'extrême droite flamande, après la victoire dimanche d'un député du Vlaams Belang (VB) à l'élection communale.

La liste « *Forza Ninove* », déclinaison locale du VB et d'apparentés, a remporté l'élection dans cette ville de 40.000 habitants avec 47,4 % des voix, contre 30,8 % pour celle de la maire sortante, une

libérale. Ce résultat assure à Guy D'haeseleer et à ses colistiers une majorité absolue de sièges au conseil communal (l'appellation du conseil municipal en Belgique).

Jamais le parti d'extrême droite flamand Vlaams Belang (ex-Vlaams Blok), qui est désormais le principal rival des conservateurs de la N-VA en Flandre, n'avait géré jusqu'à présent une collectivité. Au Parlement régional flamand, le VB, premier groupe d'opposition, compte 31 élus (dont Guy D'haeseleer), autant que la N-VA, leader de la coalition majoritaire. Le VB a aussi décroché 20 sièges de députés (sur 150) au Parlement fédéral lors des législatives du 9 juin. 20 Minutes/AFP 14 octobre 2024

Quand l'UE va-t-elle implorer ?

Les BRICS sont une alternative réelle à l'Union européenne, selon le vice-Premier ministre serbe - RT 13 oct. 2024

«Il serait irresponsable de ne pas examiner toutes les possibilités, y compris l'adhésion aux BRICS. Si les BRICS sont attractifs pour d'autres pays, comme pour les Émirats arabes unis, l'Arabie saoudite ou la Turquie, pourquoi en serait-il autrement pour la Serbie ? Il ne fait donc aucun doute que les BRICS sont devenus une alternative réelle à l'Union européenne», a déclaré Aleksandar Vulin, vice-Premier ministre serbe, ce 13 octobre dans une interview au journal allemand Berliner Zeitung.

Aleksandar Vulin a également affirmé qu'il était devenu eurosceptique après avoir «découvert l'UE de l'intérieur». Selon lui, Bruxelles impose à Belgrade des conditions irréalisables et ne considère pas le pays comme un partenaire.

Comme l'a souligné Aleksandar Vulin, l'UE exigerait que la Serbie rompe tous ses liens avec la Russie pour rejoindre l'UE, tandis que le président russe Vladimir Poutine n'imposerait pas de telles conditions.

La Russie occupe la présidence des BRICS du 1er janvier au 31 décembre 2024. Au cours de cette période, plus de 200 événements sont prévus dans le cadre de cette présidence russe, couvrant un large éventail de thématiques, allant de l'économie à la coopération culturelle. L'événement principal de cette présidence sera le sommet des BRICS, qui se tiendra du 22 au 24 octobre à Kazan, en Russie.

Ce sommet est prévu comme un rendez-vous majeur, des invitations ayant été envoyées à 38 pays à travers le monde. À ce jour, 32 pays ont confirmé leur participation, et 24 chefs d'État assisteront personnellement à cet événement. RT 13 oct. 2024

Si même la collaboration de classes ne fait pas recette, alors ils ont vraiment de quoi s'inquiéter.

Crise de confiance : les Français tournent le dos à leurs politiques - Le Point 12 octobre 2024

Une baisse de popularité généralisée touche l'ensemble du paysage politique, et le nouveau Premier ministre, Michel Barnier, est le premier à en faire les frais.

Le pessimisme des Français a récemment connu une augmentation marquée.

La chute de popularité d'Emmanuel Macron se poursuit inexorablement.

Comme résume Brice Teinturier, directeur général délégué d'Ipsos : « *C'est la douche glacée pour tout le monde et les Français broient du noir.* » Ce constat souligne l'incapacité des personnalités politiques à apporter des solutions concrètes ou à travailler de manière unie.

« *Globalement, les Français estiment que leurs représentants ont failli, sans pour autant préserver les divers opposants* », a développé Brice Teinturier.

Parole d'internaute

Quand on regarde la courbe de la dette française, on voit qu'elle n'a fait que croître depuis 1981.

- Double septennat Mitterrand ~20 % en 1981 à ~50 % en 1995 soit + ~600 M€ ou ~43 M€/an

- Septennat + quinquennat Chirac ~50 % en 1995 à ~65 % en 2007 soit + ~595 M€ ou ~50 M€/an

- Quinquennat Sarkozy ~65 % en 2007 à ~88 % en 2012 soit + ~613 M€ ou ~123 M€/an

- Quinquennat Hollande ~88 % en 2012 à ~98 % en 2017 soit + ~392 M€ ou ~78 M€/an

- Quinquennat + 2 ans Macron ~98 % en 2017 à ~112 % en 2024 soit + ~1000 M€ ou ~143 M€/an

J-C – Un gouvernement ouvrier procéderait à l'expropriation des capitalistes du CAC40, à la saisie de tous leurs biens et avoirs. Il décrèterait illégitime et nulle la dette de la France envers les créanciers internationaux et les banquiers contractée par ses prédécesseurs. Il romprait avec l'UE et la BCE. Il décrèterait la souveraineté monétaire de la République sociale de France et créerait sa propre monnaie. Les autres monnaies seraient réservées exclusivement aux échanges commerciaux internationaux...

Totalitarisme. La dictature de l'écologie politique ou du Green New Deal de Davos en famille.

J-C – Qui visent-ils ? Les plus pauvres ou défavorisés, normal.

Les véhicules Crit'Air 3 exclus de Paris à partir de 2025 - France-Soir 09 octobre 2024

Le gouvernement poursuit la chasse aux particules, et pas de manière fine. Dès le 1er janvier 2025, les véhicules étiquetés Crit'Air 3 seront interdits de circulation à Paris et à Lyon — sauf dérogations exceptionnelles. Une barrière de plus pour les plus démunis, qui risque de mettre le feu aux poudres.

La graine a été plantée en 2021, quand la loi Climat et Résilience a été promulguée. Celle-ci prévoyait la création des zones à faibles émissions (ZFE) dans toutes les villes de "*plus de 150 000 habitants où les valeurs de qualité de l'air recommandées par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sont dépassées*". Au total, ce sont 42 agglomérations françaises qui sont concernées et devront mettre en place des mesures plus ou moins strictes avant le 1er janvier 2025. Certaines d'entre elles jouent déjà le jeu, telles que Rouen, Grenoble ou Strasbourg, mais ce ne sont pas les plus polluées, donc pas les plus restrictives non plus.

Paris et Lyon, à l'inverse, tardent à se mettre au diapason. Et pour cause ! Dans ces deux villes, plus polluées que les autres, ces ZFE imposent purement et simplement l'interdiction de circulation des véhicules Crit'Air 3, soit toutes les voitures diesel de plus de 14 ans et les voitures essence de plus de 19 ans, de 8h à 20h en semaine. Comme le rapporte le site AutoMoto, cela représente ni plus ni moins que 24% des immatriculations en Seine-Saint-Denis, 22% dans le Val-d'Oise ou 21% en Seine-et-Marne, contre 15% à Paris. Globalement, un cinquième de la population française se verra contrainte de rester hors de la capitale, ou d'y entrer par un autre moyen : en transports bondés, à pieds ou à cheval, qui sait ? Ce qui est sûr, c'est que s'offrir un nouveau carrosse ne sera pas possible pour la majorité des personnes concernées, faute de revenus suffisants pour assumer la croissance des prix de l'occasion.

Les citoyens se murent dans la ville, et les plus pauvres sont exclus, au nom de la pollution. Ceci étant dit, tout magnanime qu'il est, le gouvernement a bien prévu une roue de secours, que David Belliard, adjoint EELV à la mairie de Paris a présenté en conférence de presse : un pass ZFE. Nouveau sésame qui permettrait aux propriétaires de véhicules Crit'Air 3 de franchir le Rubikon 12 fois l'an, pendant 24h ! La nouvelle, sans surprise, fait jaser sur les réseaux :

Le gazole retiré des pompes à essence, le périphérique à 50km/h, les ZFE pour empêcher les moins bien équipés d'entrer en ville, peut-être un péage urbain, bientôt. France-Soir 09 octobre 2024

Un commentaire publié dans le blog *Le Grand Soir*.

Aux Etats-Unis.

Quand de soi-disant trotskystes se posent en garant de «*l'intégrité électorale* »... pour le compte de qui ?

Le WSWS s'inquiète en tant que "*responsable démocrate*" au cas où serait...

WSWS - rejeter une victoire démocrate

Quel malheur ce serait, votez Kamala Harris ! Ils en rajoutent une couche craignant...

WSWS - la disqualification des bulletins de vote...

...en faveur de la candidate démocrate... du clan de l'oligarchie financière de Davos, c'est émouvant!

Le WSWS entend...

WSWS - faire respecter la Constitution.

Quelle noble intention compte tenu de la nature antidémocratique du régime en place !

Ah ben si...

WSWS - « *c'est qui les compte* » (les bulletins de vote) la « *dernière ligne de défense contre le marxisme envahissant* ».

... Posobiec ne devait pas à ces trotskystes, et pour cause !

Pour finir WSWS se pose en garant "*de l'ensemble du système politique étasunien*", on l'avait compris :

WSWS - La classe dirigeante (...) ne veut pas alerter la population sur le fait que les élections se déroulent dans un contexte d'effondrement progressif de l'ensemble du système politique étasunien.

Pour brouiller les pistes ou qu'on n'accuse pas ces imposteurs de rouler pour l'oligarchie, ils recourent à un argument qui n'engage à rien :

WSWS - Quels que soient leurs différends, les deux partis sont des instruments de l'oligarchie capitaliste américaine et des ennemis de la classe ouvrière.

Ils ne sont pas les seuls...

Commentaire adressé à France-Soir

- Qualifier la chute de la monarchie ou le passage à une république constitutionnelle de "*mystification politique*" et de "*catastrophe absolue*" permet de mieux cerner la nature réactionnaire de France-Soir.

Totalitarisme. France : Un Etat policier, un régime d'exception.

Bienvenue dans le monde opaque des notes blanches de la DGSI ! - France-Soir 08 octobre 2024

Extrait.

Pour une fois que Nicolas Sarkozy avait adopté une bonne mesure en les supprimant, elles sont réapparues. Mais de quoi s'agit-il ? De ces fameuses notes blanches. Dignes d'un état policier, ce que la France est devenue, elles sévissent de nouveau depuis 2015. Le prétexte invoqué étant, vous vous en doutez, l'état d'urgence. Entre 2015 et 2017, nous avons vécu sous menaces terroristes,

donc sous état d'urgence, puis nous avons enchaîné l'état d'urgence sanitaire de 2020 jusqu'au 1er août 2022. Bienvenue dans le monde sans fin et programmé des « états d'urgence ».

En théorie, l'état d'urgence a été levé depuis lors. Mais qu'en est-il réellement ? Car, comme l'Hydre de Lerne, vous coupez une tête, mais une autre apparaît. Les Parisiens médusés ont assisté au bouclage de la capitale avant et pendant les JO de Paris. Grillages, contrôles, QR code pour rentrer chez soi, gendarmes, policiers et militaires armés jusqu'aux dents à tous les coins de rues. L'oppression policière à son paroxysme ? Que nenni ! Elle a encore de beaux jours devant elle. Laurent Nuñez, préfet de police de Paris depuis juillet 2022, - mais qui, rappelez-vous, s'était illustré aux côtés de Christophe Castaner dans la répression violente des Gilets Jaunes -, vous le prouve en déclarant, il y a peu, vouloir maintenir la vidéosurveillance algorithmique testée pendant les JO à Paris.

Comme si tout cela ne suffisait pas, derrière cette débauche « sécuritaire » et dans un silence assourdissant, d'obscurs gratte-papier décident, dans la plus grande impunité, de votre sort. Malheur à vous si votre nom apparaissait dans une note blanche. Car, aussitôt, la machine infernale administrative se met en marche.

Darmanin a annoncé fièrement à la fin des JO que 559 MICAS – Mesures Individuelles de Contrôle Administratif et de Surveillance - ont été prononcées à l'occasion de la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024.

Un certain nombre de ces Micas visait des personnes, ni condamnées, ni même mises en examen, mais qui ont eu leur vie gâchée grâce à un auteur anonyme d'une de ces fameuses « notes blanches ». Ni signées, ni sourcées, ni datées. Juste de vagues soupçons de troubler l'ordre public. Il faut réaliser qu'une assignation à résidence, pour une durée indéterminée, ruine votre vie professionnelle et familiale. Vous risquez de perdre votre travail, votre couple et votre entourage.

Comment se débarrasser d'un faux rapport éventuel puisque vous ne connaîtrez jamais sa source, ni de quel service il émane ? Le parcours du combattant administratif est ouvert. Bon courage et bienvenue dans le monde glauque, sournois et destructeur des notes blanches.

Cette méthode insidieuse et cachée peut bousiller la vie de ceux qui osent s'opposer à l'État profond français et peut vous tomber sur le coin du nez du jour au lendemain.

La liberté d'expression n'est qu'une façade creuse. En coulisse, vous êtes menacés tous les jours si vous faites partie des voix contestataires. Comme dit le proverbe « *un homme averti en vaut deux* ». Savoir que ces notes blanches existent permet d'assurer ses arrières.

J-C – A France-Soir, qu'ils fassent du journalisme, ce qu'ils savent très bien faire parfois, et qu'ils cessent de faire de la politique, où là c'est exécrable.

Vous, vous n'êtes pas organisés, eux, ils le sont à tous les étages.

Club Le Siècle ? Quelques journalistes bien entourés et LCI en vedette - ojim.fr 2 octobre 2024

Selon la bien informée La Lettre (anciennement Lettre A), le 853ème dîner du club Le Siècle organisé le 27 septembre 2024 au cercle de l'Union interalliée (Paris 8ème) a nouvelle fois attiré la fine fleur de l'oligarchie française.

De Tavares à Darmanin et quelques présidents de médias

Parmi les participants, des PDG de multinationales (Carlos Tavares, Stéphane Israël, Éric Trappier, etc.), le ministre Jean-Noël Barrot, des hauts-fonctionnaires comme Alexandre Brugère directeur de cabinet du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin ou le directeur des services secrets français (la DGSE), des patrons de médias comme Arnaud de Puyfontaine, président du directoire de Vivendi, Maxime Saada, président du directoire du Groupe Canal+ ou Maryam Salehi, directrice déléguée à la direction générale de NRJ Group.

Dans ces dîners dont l'existence a été longtemps ultrasecrète, les journalistes ont aussi leur place, comme des relais d'une pensée libérale économiquement, progressiste et libertaire sur le plan sociétal, atlantiste et défenseur d'une caste qui s'est accaparée presque tous les pouvoirs.

Peu de journalistes à cette rentrée

Les présents pour les journalistes étaient peu nombreux pour cette édition de rentrée :

- David Pujadas, animateur sur LCI de 24h Pujadas, l'info en questions.
- Dominique Seux : journaliste économique, directeur délégué de la rédaction du journal Les Échos. Éditorialiste économique dans Le Sept/Dix, sur France Inter, chroniqueur régulier à Ouest-France, intervenant dans l'émission 24 heures Pujadas sur LCI et à C dans l'air sur France 5, émission présentée par Caroline Roux.
- François Lenglet : dirige le service économie de TF1 et LCI, animateur du magazine Lenglet Déchiffre diffusé tous les dimanches sur LCI, chronique quotidienne Lenglet-Co dans la matinale de RTL.

Le rôle particulier de LCI

Dans les relations entre cette oligarchie et les journalistes, la chaîne LCI et David Pujadas semblent jouer des rôles particuliers en se faisant le porte-voix quasi-officiel du club Le Siècle. L'ancien président du Siècle, Olivier Duhamel, était un intervenant régulier dans l'émission 24h Pujadas avant de devoir tout stopper en 2021 à la suite de révélations sur des viols qu'il avait commis dans les années 1980 sur son beau-fils et que la justice a considéré comme étant proscrits.

De nombreuses enquêtes journalistiques avaient montré que les faits étaient connus par un grand nombre de personnes (police, justice, politiques, médias, etc.) mais que personne n'avait osé en parler avant la sortie du livre de Camille Kouchner, La Familia grande, en janvier 2021.

Source : Observatoire du Journalisme

<https://www.ojim.fr/club-le-siecle-quelques-journalistes-bien-entoures-et-lci-en-vedette/?cn-reloaded=1>

Sur la situation politique et sociale en France.

Au moins trois morts en marge des violences en Martinique : le point sur la situation - Le Point/AFP 12 octobre 2024

« *Nous en sommes à trois morts* » depuis le début des violences en Martinique, a annoncé Clarisse Taron, procureure de la République en Martinique vendredi en fin de journée sur France Inter.

Barricades enflammées, magasins brûlés ou pillés et « *voyous à moto* » : la situation est restée tendue vendredi en Martinique, malgré l'instauration d'un couvre-feu nocturne, alors qu'un mouvement de protestation contre la vie chère est en cours sur l'île. Selon une source préfectorale, 32 interpellations ont été effectuées et 12 blessés légers sont à relever parmi les forces de l'ordre. Quelque 150 véhicules ont brûlé dont ceux d'une société de location et 14 locaux commerciaux ont été incendiés.

Six tables rondes réunissant les services de l'État, les collectivités locales, les acteurs économiques et le collectif RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) ont été organisées, sans qu'elles débouchent sur une issue positive jusque-là. La dernière réunion date de ce vendredi 11 octobre au soir.

« *Il y a des progrès importants. J'espère que dès la reprise des discussions, on aboutira maintenant totalement à l'écriture [d'un accord]. La reprise [des discussions] va être précisée dans les heures qui viennent, sans doute en tout début de semaine* », a assuré François-Noël Buffet. « *Il est incontestable que l'écart de prix est très important et toutes les mesures qui sont proposées dans les discussions sont de nature à le réduire de manière très substantielle, entre 15 et 20 %* », a-t-il affirmé.

Le RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens) exige un alignement des prix des produits alimentaires sur ceux de l'Hexagone, affichés 40 % plus chers en Martinique.

Quand le législateur entend « protéger les Français », c'est qu'il est malintentionné à leur égard, il ne peut pas en être autrement.

Immigration : une nouvelle proposition de loi « début 2025 » - LePoint.fr 13 octobre 2024

Sur le plateau de BFMTV, Maud Bregeon a confirmé l'arrivée au Parlement d'une nouvelle proposition de loi sur immigration, prévue « début 2025 ». « *Il faudra une nouvelle loi immigration pour adapter un certain nombre de dispositions* », a-t-elle expliqué.

Ce projet fait écho à la dernière promulgation d'une loi similaire en début d'année 2024, le 26 janvier dernier, dont un tiers des articles avait été censuré par le Conseil constitutionnel au terme de navettes de débats plutôt houleux au sein de la majorité entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Par

ailleurs, le texte n'avait pu passer le vote parlementaire que grâce au vote des députés du Rassemblement national.

Citant le ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, la porte-parole du gouvernement a indiqué que le nouveau texte prévoyait par exemple de « *faciliter la prolongation de détention des étrangers en situation irrégulière [...] dans les centres de détention administratifs* ».

« *Il propose que les profils les plus dangereux puissent être maintenus en détention, non pas au maximum 90 jours comme c'est le cas aujourd'hui, mais jusqu'à 210 jours* », a précisé l'ex-députée macroniste, ajoutant que « *pour le faire, on a besoin d'une loi. Ce n'est pas du réglementaire. Donc, on présentera ces propositions législatives plutôt en début d'année 2025 et on ne s'interdit pas [...] d'y mettre d'autres dispositions qui nous apparaîtraient, au sein du gouvernement, et avec les discussions qu'on aura avec les groupes parlementaires comme utiles pour protéger les Français* ».

Trente-deux lois sur l'immigration et les étrangers ont été adoptées depuis 1980 en France, selon le Musée de l'histoire de l'immigration. Soit un texte adopté en moyenne tous les 16 mois en 44 ans. LePoint.fr 13 octobre 2024

La peste "brune" est au pouvoir.

Budget 2025 : le gouvernement veut augmenter la fiscalité sur le gaz - lepoint.fr/AFP 11 octobre 2024

Le gouvernement va proposer « *une hausse de la fiscalité sur le gaz* », par la voie d'un amendement au projet de loi de finances, a indiqué vendredi 11 octobre la ministre de la Transition écologique et de l'Énergie Agnès Pannier-Runacher.

« *L'enjeu est également de travailler sur les niches brunes au travers de l'augmentation du malus automobile, au travers de la suppression du taux réduit de TVA à 5,5 % sur l'installation de chaudières à énergies fossiles et enfin par voie d'amendement gouvernemental, au travers d'une hausse de la fiscalité sur les billets d'avion et sur le gaz* », a-t-elle déclaré.

Le gouvernement précédent a déjà doublé au 1er janvier 2024 l'accise sur le gaz, un des impôts payés par les fournisseurs de gaz et répercuté aux consommateurs, ce qui avait concrétisé à l'époque la sortie du bouclier tarifaire sur le gaz.

Commentaires d'abonnés « gauchistes » du Point :

- 1- Ils feraient mieux de nous dire ce qu'ils ne veulent pas taxer, ça serait plus rapide....
- 2- Taxer taxer taxer... Ils ne se rendent même pas compte qu'ils étouffent le secteur productif avec leur idéologie moribonde
- 3- D'après elle, les gens dépensent du gaz sans compter, pour tout et n'importe quoi. Ils ne sont pas raisonnables et la seule façon de faire baisser la consommation (pour sauver la planète) c'est de les taxer! Elle ne sait même pas que la consommation de gaz d'un ménage est incompressible, et qu'on ne peut pas faire cuire à moitié les aliments, ou se doucher à l'eau froide. Qu'est-ce qu'elle croit ?

Sait-elle seulement comment est produite l'eau chaude chez elle ? Il ne devrait pas y avoir de taxe sur l'énergie tout simplement.

4- Le budget du ministère de la transition énergétique est de 25 milliards, j'en supprimerai la totalité. Le carbone ne pose aucun problème. Marre de ces salades...

5- Bon, le prix de l'électricité est indexé sur le prix du gaz allemand ! Le prix de l'électricité augmente vu l'augmentation du prix du gaz plus rare par l'abandon de la source Russe !

L'électricité en France voit ses taxes augmenter pour combler des trous budgétaires ! Comme l'électricité augmente on se retrouve avec un gaz moins cher que son équivalent électricité !

Moralité de nos énarques, il faut augmenter le prix du gaz qui doit rester plus cher que son équivalent électricité !

Ils gagnent sur le gaz et sur l'électricité aux dépens de tous les Français !

6- Et on prend encore prétexte d'écologie pour augmenter les taxes.

7- Quand allez-vous donc arrêter vos fadaïses? La France responsable de 0,8 pour cent des rejets de CO2 mondial va sauver la planète en taxant le gaz et l'électricité domestique. Madame Veuve Michu va se prendre 200 euros dans la gueule (pour sauver la planète) par ce qu'elle fait chauffer sa purée-saucisse sur sa gazinière. Ça confine à l'hystérisation cette affaire, ça relève de la psychiatrie.

8- C'est le gouvernement qui avait poussé à la roue, dans les années 90, pour que la majorité des citoyens utilisent le gaz de ville. Quel battage ! Des affiches partout du genre " *le gaz arrive*". Tout ça parce que les politiques de l'époque écoutaient les écologistes farouchement anti-nucléaires et donc anti-électricité... Et maintenant haro sur les utilisateurs de gaz ! Un vrai racket.

9- Dans beaucoup d'endroits, comme les immeubles anciens de centre-ville, il n'y a pas d'autre alternative que le gaz de ville...

Santé.

«*Souveraineté bradée*», «*traîtres*», «*saboteurs*» : émoi en France, sur fond de cession du Doliprane à des Américains - RT 11 oct. 2024

Le laboratoire français Sanofi a confirmé ce 11 octobre entrer en négociations avec le fonds américain CD&R pour la vente d'Opella, sa filiale santé grand public, qui détient plus de cent marques de médicaments dont le Doliprane, très prisé des Français. Le gouvernement français a déclaré «*prendre acte*» de cette décision du groupe pharmaceutique.

Dans la matinée, le groupe pharmaceutique français Sanofi avait annoncé par communiqué «*avoir entamé des négociations avec CD&R pour la cession potentielle d'une participation de contrôle de 50% dans Opella*», sa filiale de santé grand public qui détient une centaine de marques dont le Doliprane, mais également le Dulcolax, la Lysopaïne et le Maalox. Un consortium, mené par le français PAI Partners, avait également déposé une offre. Mais le conseil d'administration de Sanofi a préféré l'Américain, «*mieux disant financièrement*» a rapporté la presse française.

La vice-présidente de Sanofi touchera «200 millions d'euros pour avoir vendu la filiale Doliprane à un fonds américain».

L'économiste Maxime Combes a rapporté sur le réseau social X, certaines dates clefs autour du Doliprane, médicament à base de paracétamol, notamment lorsqu'Emmanuel macron avait appelé en juin 2023 à la «relocalisation de la production» de ce principe actif.

- En 10 ans, Sanofi a reçu plus d'un milliard d'euros d'aides publiques (CIR etc)
- Pénurie de paracétamol pendant la pandémie
- 18 Juin 2020 - E. Macron : "*La France doit relocaliser la production du paracétamol*"
- Octobre 2024 : Sanofi vend Doliprane à un fonds US

Du côté de l'exécutif français. Le nouveau ministre en charge de l'Industrie Marc Ferracci, «prend acte de cette décision, tout en rappelant aux deux parties les points de vigilance du gouvernement, tant sur le plan économique que sanitaire», selon un communiqué de son ministère.

Ferracci a également qualifié CD&R de «*fonds d'investissement sérieux qui présente des perspectives positives pour le développement global d'Opella ainsi que pour les sites implantés en France*». RT 11 oct. 2024

J-C - Le Doliprane ou des médicaments à base de paracétamol sont fabriqués dans le monde entier, notamment en Inde à un coût très inférieur, donc à un moment donné ce fonds d'investissement américain décrètera que le produire en France coûte trop cher, sa production doit être délocalisée, fin de partie, c'est déjà écrit...

Parole de putes ! Qui peut encore les croire ?

Doliprane : le gouvernement pense pouvoir garder des sites de production en France - Le Point 14 octobre 2024

Le gouvernement a établi deux conditions essentielles pour approuver la vente du Doliprane au fonds d'investissement CD&R. D'abord, il est crucial que la France soit en mesure de continuer à recevoir des approvisionnements suffisants en ce médicament, en plus d'assurer le maintien des emplois de production sur le territoire.

« *Je pense très sincèrement que des engagements seront pris, qui seront très solides, à la fois pour maintenir les emplois et pour maintenir la sécurité de l'approvisionnement des Français* », a affirmé Marc Ferracci, ministre de l'Industrie, ce dimanche. Ces engagements visent à rassurer les salariés et la population face à la vente potentielle de l'une des principales productions pharmaceutiques françaises.

Xénophobie et racisme d'Etat. Il leur faut désigner un bouc émissaire, un ennemi, ce sera l'étranger.

J-C - Il leur faut détourner du régime la haine qu'il inspire aux masses, les injustices sociales criantes, les privations et humiliations qu'il leur fait subir, ce sera l'étranger venu bouffer le pain

des Français, piquer leurs emplois, occuper leurs logements, violenter leurs gosses, etc. car ils sont responsables de toutes les difficultés ou souffrances qui les accablent au quotidien, c'est bien connu.

Moi, je vis en Inde depuis près de 30 ans, et je ne suis pas soumis à ce mauvais traitement, parfois on me demande avec le sourire de quel pays je viens, mais c'est tout. Dans un Etat, le Tamil Nadu, où les habitants sont d'origine dravidienne et de peau sombre, un occidental ne passe pas inaperçu. Je suis le seul "*Blanc*" de mon village ou du district qui est l'équivalent d'une taille moyenne en France, et comme chacun peut observer que je n'ai pas un mode de vie ou un comportement différent de ceux de la population locale, je suis traité de la même manière que n'importe quel citoyen indien, sans subir la moindre discrimination ou allusion à mon origine.

L'Inde est une République fédérale où vivent une multitude d'ethnies ou de peuples d'origines, de langues et de cultures, religions ou philosophies diverses. Si toutes ces populations ont tendance à se regrouper en fonction de ces critères, pour autant elles sont amenées à se côtoyer et à vivre ou travailler ensemble depuis si longtemps, si bien que les manifestations de type raciste sont condamnées, parce qu'elles constituent un manque de tolérance ou de savoir vivre, une atteinte à l'intégrité de la nation, une violation de la Constitution.

Lorsqu'il m'est arrivé (très rarement) d'être pris violemment à partie par des Indiens et qui m'aient invité à repartir dans mon pays d'origine, les policiers les avaient remis à leur place sans ménagement, après que je leur eus rappelé qu'ils étaient les garants du respect de la Constitution, selon laquelle je disposais des mêmes droits que n'importe quel citoyen de ce pays. Entre nous, c'est l'argument imparable pour se mettre les flics dans sa poche en cas d'altercation avec des Indiens, brandir la Constitution a un effet apaisant radical en présence de force de l'ordre ayant tendance à donner raison à ceux (des voyous ou des excités) qui la corrompent et face auxquels je ne dispose pas d'autres armes ou arguments pour faire valoir mes droits. Le Point 14 octobre 2024

Commentaire d'un lecteur "*gauchiste*" du Point :

- Il faut être ministre pour croire à ce genre de boniment.

J-C – Ou de pseudo-syndicalistes...

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël - rtbf.be 12 oct. 2024

Le Nicaragua va rompre ses relations diplomatiques avec Israël, ouvertement critiqué par le gouvernement de Daniel Ortega pour sa guerre contre le mouvement islamiste palestinien Hamas à Gaza, a annoncé vendredi la vice-présidente du pays. "*Notre président a demandé au ministère des Affaires étrangères [...] de procéder à la rupture des relations diplomatiques avec le gouvernement fasciste et génocidaire d'Israël*", a déclaré à la presse officielle la vice-présidente Rosario Murillo, épouse du président de gauche Daniel Ortega.

Cette décision est essentiellement symbolique et politique, les échanges entre les deux pays étant quasi inexistantes. Israël n'a, en outre, pas d'ambassadeur à Managua. Le 28 mars 2017, le Nicaragua et Israël avaient rétabli leurs relations diplomatiques, après qu'elles eurent été rompues par Ortega en 2010. rtbf.be 12 oct. 2024

La Jordanie a appelé ce samedi les pays à imposer un embargo sur les armes à Israël afin de le contraindre à mettre fin à la guerre à Gaza et au Liban. Cet appel fait suite à ceux de la France et de l'Espagne. Le ministre jordanien des affaires étrangères, Ayman Safadi, a écrit sur son compte X qu'Israël «*n'aurait pas été en mesure de lancer toutes ces agressions [...] s'il n'y avait pas eu l'impunité avec laquelle la communauté internationale continue de lui fournir, et les armes que de nombreux pays continuent de lui envoyer*». liberation.fr 12 octobre 2024

Les pays arabes du Moyen-Orient ont interdit à Israël d'utiliser leur espace aérien pour attaquer l'Iran - reseauternational.net 11 octobre 2024

L'Arabie saoudite, le Qatar et les EAU ont refusé de faire passer des avions des FDI dans leur espace aérien pour attaquer la République islamique.

En outre, Riyad, Doha et Abu Dhabi ont mis en garde Washington contre d'éventuelles difficultés d'approvisionnement en pétrole dans la région en cas d'attaque israélienne contre l'Iran. Dans ce contexte, le président Joe Biden a demandé au Premier ministre Netanyahu de ne pas frapper les infrastructures pétrolières et nucléaires iraniennes. Cependant, le chef du gouvernement israélien a refusé, disant qu'il n'avait pas l'intention de «*manquer cette occasion historique*».

Il convient de noter que l'interdiction de l'utilisation de l'espace aérien par les combattants des FDI des pays arabes de la région a suivi une déclaration controversée du ministre israélien des Finances Betsalel Lookich. Le responsable a annoncé le désir de Tel-Aviv de créer un État juif, comprenant la Jordanie, l'Arabie saoudite, l'Égypte, l'Irak, la Syrie et le Liban.

Selon les médias, la décision finale de frapper l'Iran sera prise ce soir lors d'une réunion du cabinet militaire israélien. Une décision très importante sera prise qui peut changer l'équilibre des pouvoirs dans la région. reseauternational.net 11 octobre 2024

L'armée américaine officiellement déployée en Israël.

Les États-Unis vont envoyer à Israël un système antimissiles et une centaine de soldats - RFI 14 octobre 2024

Les États-Unis envoient de nouvelles cargaisons d'armement à Israël. Il s'agit cette fois de systèmes antimissiles, THAAD, destinés à renforcer la protection de l'État hébreu face aux attaques de l'Iran et des groupes soutenus par Téhéran dans la région.

Le système de défense que le Pentagone va envoyer aux Israéliens assure une protection contre les missiles à courte et moyenne portée ainsi que les missiles intermédiaires.

Une centaine de soldats américains devraient également être déployés en Israël pour manœuvrer cette batterie THAAD (Terminal High Altitude Area Defense), précise notre correspondante à New York, Loubna Anaki. Le Pentagone précise qu'il n'est pas rare que des troupes soient ainsi

envoyées sur place, même si d'habitude, c'est pour des opérations d'entraînement et de coopération de routine. RFI 14 octobre 2024

Guerre au Proche-Orient: 280 cibles visées par Israël au Liban et à Gaza en 24 heures - RFI 12 octobre 2024

Liban: Emmanuel Macron appelle le Hezbollah à "*cesser immédiatement*" les frappes contre Israël - BFMTV 12 octobre 2024

J-C - Je vous passe le baratin ou en le "*même temps*" qui accompagnait cette déclaration sans lendemain. Et pour cause :

Horriés par l'attaque de drone sur Binyamina, au bilan particulièrement lourd. Nos pensées vont aux très nombreux blessés ainsi qu'à leurs proches.

— La France en Israël (@franceenrael) October 13, 2024

J-C - Il s'agit de l'ambassade de France en Israël.

Liban: 40 pays exhortent à protéger les Casques bleus de la force de l'ONU - BFMTV 13 octobre 2024

Au moins 40 pays ont apporté samedi 12 octobre leur soutien "*complet*" à la Force intérimaire des Nations unies déployée dans le sud du Liban (Finul) et exhorté à protéger les Casques bleus dont cinq ont été blessés en 48 heures.

"*Nous condamnons fermement les dernières attaques contre les soldats de maintien de la paix. De tels agissement doivent cesser immédiatement et faire l'objet d'une enquête adéquate*", ont écrit 34 pays contributeurs à cette Force de l'ONU, selon une lettre diffusée sur le compte X de la mission de la Pologne aux Nations unies.

Et "*nous pressons toutes les parties au conflit à respecter la présence de la Finul, impliquant de garantir la sécurité et la sûreté de tous ses employés, tout le temps*", poursuivent ces 34 États, auxquels se sont ajoutés six autres, dont, l'Allemagne et l'Inde.

Israël s'est retrouvé vendredi sous le feu des critiques après que la Finul a accusé les troupes israéliennes de tirer "*de façon répétée*" et "*délibérée*" sur ses positions.

"*Nous considérons le rôle de la Finul comme particulièrement crucial à la lumière de l'escalade des tensions au Proche-Orient*", ont encore insisté ces 40 pays, dont côté européen l'Italie, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni et l'Irlande, et aussi le Népal ou l'Indonésie dont deux Casques bleus ont été légèrement blessés par une frappe contre le quartier général de la Finul. Parmi les contributeurs et signataires, on trouve aussi la Chine, le Qatar ou la Turquie.

La Finul est déployée dans le sud du Liban pour faire tampon avec Israël. Cette force qui compte plus de 9.500 soldats est prise sous les feux croisés d'Israël et du Hezbollah depuis que le mouvement pro-iranien a ouvert un front contre Israël en octobre 2023.

Elle accuse désormais les troupes israéliennes de tirs "*répétés*" et "*délibérés*" sur ses positions ayant blessé cinq Casques bleus en deux jours.

Rome a dénoncé de possibles "*crimes de guerre*" et a convoqué, comme Paris, l'ambassadeur israélien sur son sol.

La résolution 1701 des Nations unies a été prise en août 2006 pour mettre fin à la guerre entre Israël et le Hezbollah dans le sud du Liban. Elle comprend notamment l'instauration d'une présence permanente de Casques bleus de l'ONU en soutien de l'armée libanaise, le tout pour éviter qu'Israël et le Hezbollah puisse être directement opposés militairement sur le sol libanais.

Cette résolution a été ratifiée à la fois par le Hezbollah et Israël, qui se sont donc engagés à permettre sa mise en place sur le long terme.

Andrea Tenenti, porte-parole de la Force intérimaire des Nations unies dans le pays (Finul), estime que depuis cette résolution de 2006, "*c'est probablement la première fois que des Casques bleus sont visés délibérément*". "*Il y a une obligation qui s'impose aux parties de protéger les Casques bleus*", rappelle-t-il.

"*La France exprime sa forte préoccupation (...) et condamne toute atteinte à la sécurité de la Finul*", a écrit la diplomatie française, dans un communiqué. BFMTV 12 et 13 octobre 2024

Le Hezbollah menace Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban - RFI 14 octobre 2024

Le Hezbollah libanais a menacé lundi Israël d'autres attaques en cas de poursuite de son offensive au Liban, après une frappe de drones visant une position militaire à Haïfa qui a tué au moins quatre soldats israéliens. Dans un communiqué, le Hezbollah a affirmé que « *la résistance (...) promet à l'ennemi* » que l'attaque « *au sud de Haïfa n'est qu'un avant-goût de ce qui l'attend s'il décide de continuer ses agressions contre notre peuple* ».

Le Hezbollah a mené, dimanche 13 octobre, des combats rapprochés contre les troupes israéliennes au sud-Liban. Le mouvement a également lancé une attaque de drones en Israël dans une zone proche de Haïfa, ainsi que des missiles sur une base militaire dans la même région ; la première a fait au moins 60 blessés, la seconde a coûté la vie à quatre soldats.

Trois pelotons de soldats israéliens ont franchi dimanche matin la « *Ligne bleue* » séparant Israël et le Liban, a déclaré la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul), indiquant également que deux chars israéliens ont détruit la porte principale de la position des Casques bleus. L'armée israélienne assure qu'un char « *essuyant des tirs* » et en train d'« *évacuer des soldats blessés* » a percuté un poste de la Finul. L'ONU a averti que des attaques contre les Casques bleus pourraient être considérés comme des « *actes de guerre* ». RFI 14 octobre 2024

Lu. Rappel ou résumé.

« *Le 11 septembre du Moyen-Orient* », en se basant sur une série de faits qui prouvaient l'existence d'un plan similaire à celui qui, le 11 septembre 2001, avait servi à déclencher la « *guerre mondiale contre le terrorisme* » qui a conduit à l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak par les États-Unis et l'OTAN. Le plan mis en œuvre par le Hamas le 7 octobre 2023 était connu depuis un an des dirigeants israéliens, qui n'ont pas été surpris par l'attaque mais l'ont au contraire facilitée.

C'est ce que confirment les témoignages, publiés ces derniers jours par le *Wall Street Journal*, de jeunes femmes soldats israéliennes affectées à la surveillance de la barrière électronique autour de Gaza. Depuis des mois, rapporte le WSJ, « *elles avaient averti leurs supérieurs à plusieurs reprises que le groupe militant islamique Hamas semblait préparer une attaque.*

Leurs préoccupations ont été ignorées. Au moment de l'attaque, les femmes ont lancé des avertissements urgents aux troupes sur le terrain. Lorsque plus de 150 militants ont envahi leur base, à environ 800 mètres de Gaza, elles ont commencé à appeler frénétiquement à l'aide. Mais personne n'est venu. »

Enfin, 15 femmes soldats de cette base ont été tuées et sept ont été prises en otage à Gaza ». De ces faits et de nombreux autres éléments de preuve émerge le plan du « 7 octobre » : faire croire qu'Israël est attaqué par surprise et donc contraint de riposter, faire passer pour « *défensive* » la guerre d'extermination avec laquelle Israël détruit Gaza et la Cisjordanie pour anéantir l'État palestinien, avec laquelle il attaque le Liban, le Yémen, la Syrie. Israël est en réalité le fer de lance avec lequel les États-Unis et les puissances européennes tentent de maintenir leur domination au Moyen-Orient, où ils perdent du terrain, par la guerre.

La principale cible dans leur ligne de mire est l'Iran, qui est devenu un carrefour stratégique du corridor de transport Nord-Sud vers l'Inde et au-delà, avec lequel la Russie contrecarre le blocus mis en place par l'OTAN et l'UE, et en même temps un carrefour stratégique de la nouvelle route de la soie de la Chine vers l'Europe.

Les conséquences de l'attaque contre l'Iran qu'Israël prépare avec le soutien militaire total des États-Unis et de l'OTAN pourraient être très graves. Une attaque contre les installations pétrolières de l'Iran provoquerait un choc pétrolier mondial. Une attaque contre les installations nucléaires iraniennes, qui sont sous le contrôle des Nations unies parce que l'Iran a adhéré au traité de non-prolifération nucléaire, serait encore plus dangereuse pour la propagation de la radioactivité, alors qu'Israël, la seule puissance nucléaire de la région, a refusé de le faire et se trouve donc hors de tout contrôle.

Sans limites par Craig Murray - Mondialisation.ca, 12 octobre 2024

Il n'y a littéralement pas d'acte aussi ignoble que le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne refuseront de soutenir s'il est perpétré par l'État terroriste d'Israël.

Hier, Israël :

- a délibérément attaqué des soldats de la paix de l'ONU dans trois bases distinctes

- bombardé le centre résidentiel de Beyrouth, tuant et mutilant des centaines de personnes
- enlevé, battu et détenu un journaliste américain
- a massacré 30 réfugiés palestiniens dans une école de l'UNRWA
- a été reconnu coupable du crime contre l'humanité d'« extermination » à Gaza par un rapport officiel d'une commission des Nations unies.

Chacun de ces outrages serait fermement condamné s'il était commis par n'importe quel pays, à l'exception d'Israël, et entraînerait des répercussions.

Mais Israël peut les commettre tous en un seul jour...

Pour lire l'article en entier :

https://www.mondialisation.ca/sans-limites/5693066?doing_wp_cron=1728805346.4995939731597900390625

En complément.

Rapport de la Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et en Israël (A/79/232) - 11 septembre 2024

Le rapport de la Commission internationale indépendante d'enquête sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et Israël, daté du 11 septembre mais publié hier, est incroyablement accablant et constituera un document clé pour le procès pour génocide intenté par l'Afrique du Sud et d'autres contre Israël devant la CIJ.

Il fait état de 498 attaques israéliennes contre des établissements de santé dans la bande de Gaza et – fait bien moins médiatisé – de 500 attaques contre des établissements de santé en Cisjordanie, bien qu'elles soient toutes moins meurtrières.

A télécharger en français :

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2_2024/n2426279.pdf

Le Royaume-Uni et son embargo en trompe l'œil sur les armes par Shahd Hammouri - Mondialisation.ca, 11 octobre 2024

https://www.mondialisation.ca/le-royaume-uni-et-son-embargo-en-trompe-loeil-sur-les-armes/5693037?doing_wp_cron=1728805527.1536200046539306640625

J-C - Cela dit, je condamne la conclusion de cet article : - Il faut rappeler au Royaume-Uni ses obligations juridiques internationales.

A l'instar des travailleurs britanniques nous ne nous reconnaissons pas dans le régime et le gouvernement réactionnaire en place en Grande-Bretagne...

Quand les régimes et gouvernements occidentaux cautionnent des actes d'une cruauté extrême.

J-C – Ce sont assurément des démocraties.

Personne n'oserait remettre en cause ces témoignages récoltés par le New York Times, Politico, The Guardian ou le Los Angeles Times, d'où leur importance, à mettre sous le nez de ceux qui ne croient pas à la barbarie sioniste, il faut espérer qu'après les avoir lus et vomi un bon coup, ils changeront d'avis ou alors ce sont également des monstres.

Les snipers israéliens tirent régulièrement et délibérément dans la tête d'enfants palestiniens - reseauternational.net 11 octobre 2024

Le *New York Times* a publié un nouveau témoignage de médecins sur le fait que les forces israéliennes tirent constamment des balles dans la tête d'enfants palestiniens.

Le rapport, intitulé «65 médecins, infirmières et auxiliaires médicaux : ce que nous avons vu à Gaza», commence comme suit :

«J'ai travaillé comme chirurgien traumatologue à Gaza du 25 mars au 8 avril. J'ai fait du bénévolat en Ukraine et en Haïti, et j'ai grandi à Flint, dans le Michigan. J'ai été témoin de violences et j'ai travaillé dans des zones de conflit. Mais parmi les nombreuses choses qui m'ont marqué en travaillant dans un hôpital à Gaza, il y en a une qui m'a interpellé : Presque chaque jour, j'ai vu un nouveau jeune enfant qui avait reçu une balle dans la tête ou dans la poitrine, et presque tous sont morts. Treize au total.

«À l'époque, j'ai pensé qu'il s'agissait de l'œuvre d'un soldat particulièrement sadique qui se trouvait à proximité. Mais après mon retour, j'ai rencontré un médecin urgentiste qui avait travaillé dans un autre hôpital de Gaza deux mois avant moi. Je lui ai dit : «Je n'arrivais pas à croire le nombre d'enfants que j'ai vus abattus d'une balle dans la tête». À ma grande surprise, il a répondu : «Oui, moi aussi. Chaque jour»».

De nombreux membres du personnel médical ayant travaillé à Gaza témoignent ensuite dans le rapport de leurs rencontres régulières avec des enfants ayant reçu une balle dans la tête ou la poitrine par les forces israéliennes, ainsi qu'avec des enfants et des nourrissons souffrant de malnutrition sévère et d'infections facilement évitables.

En juillet, Politico a publié un article rédigé par deux chirurgiens américains, Mark Perlmutter et Feroze Sidhwa, intitulé ««Rien ne nous a préparés à ce que nous avons vu» : Deux semaines à l'intérieur d'un hôpital de Gaza», qui contient le passage suivant :

«Nous avons commencé à voir une série d'enfants, des préadolescents pour la plupart, qui avaient reçu une balle dans la tête. Ils mouraient lentement, avant d'être remplacés par de nouvelles victimes qui avaient également reçu une balle dans la tête et qui mouraient lentement. Leurs familles nous ont raconté l'une des deux histoires suivantes : les enfants jouaient à l'intérieur lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes, ou ils jouaient dans la rue lorsqu'ils ont été abattus par les forces israéliennes».

En avril, un article intitulé «*Pas une guerre normale : des médecins disent que des enfants ont été pris pour cible par des tireurs d'élite israéliens à Gaza*» a été publié dans *The Guardian*, citant neuf médecins qui avaient travaillé à Gaza après le 7 octobre et qui «*ont rapporté avoir traité un flux constant d'enfants, de personnes âgées et d'autres personnes qui n'étaient manifestement pas des combattants, avec des blessures par balle unique à la tête ou à la poitrine*».

Des médecins légistes ont pu identifier les balles utilisées par l'armée israélienne lors de ces attaques contre des enfants :

«Le Guardian a communiqué à des experts militaires et à des médecins légistes des descriptions et des images des blessures par balle subies par huit enfants. Ils ont déclaré qu'il était difficile de déterminer de manière concluante les circonstances des tirs sur la seule base des descriptions et des photos, bien que dans certains cas ils aient pu identifier les munitions utilisées par l'armée israélienne».

En février, le *Los Angeles Times* a publié un article intitulé «*Je suis un médecin américain qui s'est rendu à Gaza. Ce que j'ai vu n'était pas la guerre, c'était l'anéantissement*». L'auteur, un chirurgien reconstructeur nommé Irfan Galaria, écrit ce qui suit :

«À une occasion, une poignée d'enfants, tous âgés de 5 à 8 ans, ont été portés par leurs parents aux urgences. Tous avaient reçu une seule balle de sniper dans la tête. Ces familles rentraient chez elles à Khan Yunis, à environ 3,5 km de l'hôpital, après le retrait des chars israéliens. Mais les tireurs d'élite sont apparemment restés sur place. Aucun de ces enfants n'a survécu».

C'est donc bien ce qui se passe. Les preuves sont indéniables et les sources sont aussi solides que possible. Il existe des montagnes et des montagnes de preuves irréfutables que les forces israéliennes tirent régulièrement et délibérément des balles dans la tête d'enfants palestiniens à Gaza. reseauinternational.net 11 octobre 2024

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/les-snipers-israeliens-tirent-regulierement-et-deliberement-dans-la-tete-denfants-palestiniens/>

Sommet de l'ANASE.

Échec de l'OTAN asiatique à l'ANASE

Les 44e et 45e sommets de l'ANASE et les réunions des dirigeants sur la coopération en Asie de l'Est se tiennent cette semaine, avec des dirigeants ou des représentants des 10 pays de l'ANASE, ainsi que de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, de l'Inde, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de la Russie et des États-Unis, qui se réunissent à Vientiane, la capitale du Laos. Lors du 27ème Sommet Chine-ANASE, les dirigeants de la Chine et des pays de l'ANASE ont annoncé jeudi la conclusion substantielle des négociations sur la mise à niveau de la zone de libre-échange (ALE) Chine-ANASE version 3.0. Cette réalisation importante témoigne d'un effort conjoint de la Chine et de l'ANASE pour mener l'intégration économique en Asie de l'Est, démontrant ainsi le ferme soutien des deux parties au multilatéralisme et au libre-échange. Il réaffirme également que la

recherche de la stabilité, de la coopération et du développement reste le courant dominant inébranlable dans la région.

Notamment, avant le sommet de l'ANASE, des responsables de haut niveau de pays comme les États-Unis et le Japon ont fait allusion à la confrontation des camps et aux conflits géopolitiques dans la réunion. Cependant, cette intention s'est heurtée à une résistance évidente. En particulier, l'idée d'une soi-disant OTAN asiatique, proposée par le nouveau Premier ministre japonais Shigeru Ishiba, a fait face à une forte réaction dans la région. Le ministre malaisien des Affaires étrangères, Mohamad Hasan, a déclaré sans ambages : *«Nous n'avons pas besoin de l'OTAN dans l'ANASE»*, tandis que le plus grand journal indonésien de langue anglaise, le Jakarta Post, a averti qu'une *«OTAN asiatique»* vise à se liguer contre la Chine, ce qui est *«très offensant»* pour les 10 membres de l'ANASE. Cette opposition importante a forcé Ishiba à abandonner toute mention de *«l'OTAN asiatique»* lors de la réunion.

L'échec de l'idée de *«l'OTAN asiatique»* met en lumière plusieurs problèmes.

Premièrement, cela démontre que, contrairement à la perception d'autosatisfaction de l'OTAN et des alliés des États-Unis, l'OTAN est considérée comme un «signe avant-coureur de désastre» par d'autres nations.

Deuxièmement, les pays de la région ne sont pas seulement opposés à l'introduction du modèle de l'OTAN dans la région Asie-Pacifique, mais aussi à l'importation de la mentalité de guerre froide de l'OTAN et à la confrontation des camps, ainsi qu'au positionnement de la Chine comme un ennemi hypothétique dans les conflits géopolitiques. Les principes de l'OTAN et ceux des pays asiatiques sont nettement différents.

Pour lire l'article en entier :

<https://reseauinternational.net/echec-de-lotan-asiatique-a-lanase/>

Russie.

La Russie s'accorde avec l'Iran, les nuages de guerre se dispersent par M.K. Bhadrakumar - reseauinternational.net 11 octobre 2024

Malgré la brillante gestion des médias par Israël, des rapports ont fait surface selon lesquels l'attaque de missiles iraniens du 1er octobre a été un succès spectaculaire. Ce fut une démonstration de la capacité de dissuasion de l'Iran qui pourrait écraser Israël, si le besoin s'en faisait sentir. L'échec des États-Unis à intercepter les missiles hypersoniques iraniens portait son propre message. L'Iran affirme que 90% de ses missiles ont pénétré le système de défense aérienne d'Israël.

Will Schryver, ingénieur technique et commentateur en sécurité, a écrit sur X : *«Je ne comprends pas comment quiconque a vu les nombreux clips vidéo des frappes de missiles iraniens sur Israël ne peut pas reconnaître et admettre que ce fut une démonstration étonnante des capacités iraniennes. Les missiles balistiques iraniens ont brisé les défenses aériennes américano-israéliennes et ont lancé plusieurs frappes avec de grandes ogives sur des cibles militaires israéliennes»*.

De toute évidence, dans la situation de panique qui a suivi en Israël, comme l'a dit le président américain Joe Biden le 4 octobre, il n'y avait pas encore de décision sur le type de réponse qu'Israël devrait organiser contre l'Iran. *«Si j'étais à leur place [israélienne], je réfléchirais à d'autres alternatives que de frapper des champs pétrolifères»*, a déclaré Biden lors d'une rare apparition dans la salle de briefing de la un jour après que des responsables israéliens ont déclaré que des *«représailles importantes»* était imminente.

Biden a ajouté que les Israéliens *«n'ont pas conclu comment ils sont... ce qu'ils vont faire»* en représailles. Biden a également déclaré aux journalistes que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devrait se souvenir du soutien des États-Unis à Israël lorsqu'il décidera des prochaines étapes. Il a affirmé qu'il essayait de rallier le monde pour éviter une guerre totale au Moyen-Orient.

Dans cette pantomime, il est plus sûr de croire Biden, car l'honnête vérité est que sans les contributions et l'aide pratique des États-Unis, argent et l'intervention directe, Israël n'a tout simplement pas l'endurance nécessaire pour affronter l'Iran. La domination régionale d'Israël se réduit à l'exécution d'assassinats et aux bombardements de civils non armés.

Mais là aussi, on peut se demander à quel point Israël est autosuffisant vis-à-vis de l'Iran. Des rapports sont apparus selon lesquels les nouveaux renseignements technologiques des États-Unis avaient permis de localiser le chef du Hezbollah Sayyed Nasrallah, renseignements qui ont été transmis à Israël et qui ont permis son assassinat.

Fait intéressant, le directeur de la CIA, William Burns, est intervenu pour réfuter les rumeurs disant que l'Iran aurait effectué un essai nucléaire samedi. S'exprimant lors d'une conférence sur la sécurité lundi, Burns a déclaré que les États-Unis surveillaient de près l'activité nucléaire de l'Iran à la recherche de tout signe de précipitation vers une bombe nucléaire.

«Nous ne voyons aucune preuve aujourd'hui qu'une telle décision a été prise. Nous les surveillons très attentivement», a-t-il déclaré. Burns a donc gentiment supprimé un autre alibi pour attaquer l'Iran.

Un facteur critique qui a contraint Israël/États-Unis à reporter toute attaque contre l'Iran est l'avertissement sévère de Téhéran disant que toute attaque contre ses infrastructures par Israël se heurterait à une réponse encore plus sévère. *«En répondant, nous n'hésiterons pas ni ne nous précipiterons»*, pour citer le ministre des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, qui, soit dit en passant, s'est rendu au Liban et en Syrie ce week-end pour donner à Israël un «message» provocant, comme il l'a dit lui-même : *«L'Iran soutient fortement la résistance et la soutiendra toujours»*.

Plus tôt le 4 octobre, le Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, avait utilisé un rare sermon public pour défendre l'attaque de missiles de l'Iran contre Israël, affirmant qu'elle était *«légitime et légale»* et que *«si nécessaire»*, Téhéran le referait. S'exprimant à la fois en persan et en arabe lors de la prière du vendredi à Téhéran, Khamenei a déclaré que l'Iran et l'Axe de la résistance ne reculeraient pas devant Israël. L'Iran *«ne tergiversera pas et n'agira pas à la hâte pour s'acquitter de son devoir»* face à Israël, a déclaré Khamenei.

Cependant, ce qui dissuade les Israéliens et provoque un malaise dans l'esprit américain est autre chose ; l'ombre de la Russie qui s'allongent sur la tapisserie du Moyen-Orient.

Des analystes militaires américains ont révélé que certains armements russes très avancés avaient été transférés en Iran au cours des dernières semaines, soutenus par le déploiement de personnel militaire russe pour faire fonctionner ces systèmes, y compris des missiles S-400. Il y a des

spéculations selon lesquelles le secrétaire du Conseil de sécurité russe (et ancien ministre de la Défense), Sergueï Choïgou, a effectué deux visites secrètes en Iran au cours de la période récente.

Apparemment, Moscou a également répondu à la demande iranienne de données satellitaires sur les cibles israéliennes pour sa frappe de missiles le 1er octobre. La Russie a également fourni à l'Iran le système de guerre électronique à longue portée «Mourmansk-BN».

Le système «*Mourmansk-BN*» est un puissant système de guerre électronique, qui peut brouiller et intercepter les signaux radio ennemis, GPS, communications, satellites et autres systèmes électroniques, jusqu'à 5000 km de distance, et neutraliser les munitions «*intelligentes*» et les systèmes de drones. Il est aussi capable de perturber les systèmes de communication par satellite à haute fréquence appartenant aux États-Unis et à l'OTAN.

Certes, l'implication de la Russie dans l'impasse entre l'Iran et Israël pourrait potentiellement changer la donne. Du point de vue des États-Unis, cela fait planer le spectre inquiétant d'une confrontation directe avec la Russie, dont ils ne veulent pas.

C'est dans ce scénario que les agences de presse officielles russes ont cité dimanche l'assistant présidentiel Iouri Ouchakov disant que Poutine envisage de rencontrer son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, dans la capitale turkmène, Achgabat, le 11 octobre.

Ouchakov n'a pas donné de détails sur la réunion. En effet, cela est une surprise puisque les deux dirigeants se reverront lors du sommet des BRICS dans la ville russe de Kazan qui se déroule du 22 au 24 octobre.

Bien sûr, les Iraniens jouent aussi timidement. Moscou et Téhéran ont annoncé que leurs présidents se rendaient à Achgabat le 11 octobre pour assister à une cérémonie marquant le 300e anniversaire de la naissance du poète et penseur turkmène Magtymguly Pyragy. C'est de la poudre aux yeux ! (ici et ici)

Il est tout à fait concevable qu'en pleine tension régionale, Moscou et Téhéran aient pu penser à avancer la signature officielle du pacte de défense russo-iranien, qui devait initialement avoir lieu à Kazan.

Si tel est le cas, l'événement de jeudi rappellera la visite impromptue du ministre soviétique des Affaires étrangères de l'époque, Andreï Gromyko, à New Delhi pour la signature du Traité historique de Paix, d'Amitié et de Coopération entre l'Inde et l'URSS le 9 août 1971.

Fait intéressant, Ouchakov a ajouté que Poutine n'avait pas l'intention de rencontrer Netanyahu. Poutine n'a pas encore répondu à une demande de Netanyahu pour une conversation téléphonique, faite il y a cinq jours. Une légende que Netanyahu a créée au cours des dernières années pour impressionner son public national (et confondre la rue arabe) – selon laquelle il entretenait une relation privilégiée avec Poutine – s'effondre.

D'autre part, en organisant une réunion urgente à Achgabat – en fait, le président turkmène Serdar Berdimuhamedov n'était à Moscou lundi/mardi que pour une visite de travail – le Kremlin indique clairement à Washington et à Tel-Aviv que Moscou est irrévocablement aligné sur Téhéran et aidera ce dernier quoi qu'il en coûte. (Voir mon blog «*La crise au Moyen-Orient incite Biden à briser la glace avec Poutine*», 5 octobre 2024)

L'histoire ne se répète-t-elle pas ? Le Traité indo-soviétique de 1971 fut le traité international le plus important conclu par l'Inde depuis son Indépendance. Ce n'était pas une alliance militaire. Mais l'Union soviétique a renforcé la capacité militaire de l'Inde pour une future guerre et a créé un espace pour que l'Inde renforce les bases de son autonomie stratégique et de sa capacité d'action indépendante. reseauinternational.net 11 octobre 2024

source : <https://www.indianpunchline.com/russia-aligns-with-iran-war-clouds-scatter/>

Ukraine.

Les raids de mobilisation se multiplient en Ukraine - RT 13 oct. 2024

Des concerts, des boîtes de nuit, des restaurants, des centres commerciaux, des marchés et mêmes des hôtels : en Ukraine, tous ces lieux deviennent les cibles de raids des commissaires militaires.

Ainsi, à Lvov, une ville dans l'ouest de l'Ukraine, des commissaires militaires ont fait irruption dans un restaurant où un mariage était célébré. Dans la vidéo partagée par plusieurs médias ukrainiens, on peut voir comment les hôtes ont expulsé des hommes cagoulés. *«On pouvait deviner que c'étaient des commissaires militaires, car ils portaient des cagoules [...] Les gens les ont simplement mis dehors. C'est juste illégal»*, a raconté un témoin.

Des médias ukrainiens ont fait état aussi de *«raids de mobilisation»* dans des restaurants et des boîtes de nuit de villes ukrainiennes comme Kiev, Lvov, Dniepr ou encore Kharkov.

Dans la capitale ukrainienne, un raid a été effectué le 11 octobre lors d'un concert de rock du groupe Okean Elzy. L'opération aurait impliqué une centaine de commissaires militaires et policiers qui ont vérifié les papiers des hommes qui assistaient au concert. Selon les médias locaux, un grand nombre de spectateurs ayant des problèmes avec leurs papiers ou qui refusaient de montrer leur carte d'identité ont été arrêtés. On ignore le nombre exact de personnes arrêtées. RT 13 oct. 2024

J-C - C'est en train de craquer de partout en Ukraine, la fin de Zelenski semble proche.

L'Allemagne devrait cesser de livrer des équipements militaires lourds à Kiev - RT 13 oct. 2024

L'Allemagne va cesser de livrer des équipements militaires lourds à l'Ukraine, estimant que Kiev n'est pas en mesure de mener une contre-offensive, selon le quotidien Bild. Les demandes de Zelensky à Scholz concernant l'utilisation de missiles Taurus en Russie et l'accélération de l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'ont pas reçu de réponse positive.

L'expert militaire et spécialiste de l'Ukraine Carlo Masala a déclaré à Bild : *«Volodymyr Zelensky n'a pas avancé d'un pas sur les deux exigences clés de son plan de victoire. Par conséquent, sa tournée européenne peut être considérée comme un échec du point de vue de l'Ukraine.»*

Lors de cette réunion à Berlin, Volodymyr Zelensky aurait présenté deux demandes principales : la première, l'autorisation d'utiliser des missiles à longue portée Taurus pour frapper des cibles

stratégiques à l'intérieur du territoire russe, et la deuxième, un processus accéléré pour l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. Cependant, bien qu'Olaf Scholz n'ait pas explicitement refusé ces demandes, il n'aurait pas non plus donné de réponse positive.

Depuis le début du conflit, l'Allemagne a apporté un soutien militaire considérable à l'Ukraine, notamment en livrant 18 chars Leopard 2. Cependant, malgré un stock disponible d'environ 300 autres chars, le ministère allemand de la Défense a décidé de ne plus envoyer de «*gros équipements*», comme le rapporte Bild.

L'Allemagne est le deuxième plus grand fournisseur d'armes à l'Ukraine, après les États-Unis. À ce jour, la République fédérale a consacré environ 28 milliards d'euros au soutien militaire de Kiev, y compris des engagements pour des dépenses futures. Selon l'accord budgétaire pour 2025, l'Allemagne prévoit d'allouer 4 milliards d'euros à l'aide militaire pour l'Ukraine, soit deux fois moins qu'en 2024. RT 13 oct. 2024

Chine.

Chine: Pékin présente un ambitieux plan de relance économique - RFI 12 octobre 2024

La Chine a annoncé, samedi 12 octobre, qu'elle mettrait à la disposition de son économie un soutien budgétaire de 325 milliards de dollars (environ 300 milliards d'euros) au cours des trois prochains mois, afin de soutenir les banques, de consolider le marché immobilier et de libérer les dépenses de consommation dans le cadre du plus important programme d'aide de Pékin depuis la crise financière mondiale. Ce plan de relance très attendu vient s'ajouter à une série de mesures annoncées au cours des dernières semaines, notamment des baisses de taux d'intérêt et l'octroi de liquidités aux banques.

La déclaration clé de Pékin pourrait être que la Chine voit une marge de manœuvre pour augmenter le déficit budgétaire. Au cours des trois prochains mois, un total de 2 300 milliards de yuans de fonds d'obligations spéciales pourra être utilisé dans différents endroits, notamment pour soutenir l'infrastructure et stimuler les investissements.

Les mesures consistent toujours à pousser les gouvernements locaux à en faire plus - à émettre plus d'obligations pour payer les dettes cachées et à racheter les maisons invendues. Mais les responsables locaux hésitent à participer au programme d'achat de logements, parce qu'ils craignent que les prix des logements ne chutent davantage et qu'il n'y ait pas de rendement lucratif dans ce domaine.

Les principales banques chinoises ont également déclaré qu'elles réduiraient les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires existants à partir du 25 octobre.

Japon.

Shigeru Ishiba reconnaît la responsabilité des États-Unis dans les bombardements d'Hiroshima et Nagasaki - RT 13 oct. 2024

Au cours d'un débat politique, le nouveau Premier ministre japonais a reconnu la responsabilité des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki.

Dans un tournant marquant pour la politique de communication japonaise, Shigeru Ishiba, le nouveau Premier ministre du Japon, a reconnu le rôle des États-Unis dans les bombardements atomiques d'Hiroshima et Nagasaki lors des débats des chefs des partis politiques japonais le 12 octobre : *«La vision de la vidéo montrant la bombe atomique larguée sur Hiroshima, diffusée par les États-Unis, m'a profondément marqué lorsque j'étais en sixième année de l'école primaire. Je n'oublierai jamais le choc ressenti.»*

Cette référence directe contraste avec l'approche de son prédécesseur, Fumio Kishida, qui, lors de la cérémonie commémorative du bombardement atomique de Nagasaki le 9 août dernier, n'avait pas mentionné que ces attaques avaient été menées par les États-Unis. RT 13 oct. 2024